



## CONVENTION DE COOPERATION

Entre

La Communauté d'Agglomération du pays de Landerneau Daoulas, immatriculée au répertoire des entreprises et établissements de l'INSEE sous le numéro 242900801 00133, agissant en sa qualité de Communauté d'Agglomération, dont le siège social est au 59 RUE DE BREST, 29800 Landerneau

Représenté par Patrick Leclerc, en sa qualité de Président, spécialement autorisé à l'effet des présentes en vertu de la délibération n° du conseil de communauté en date du 29 septembre 2023.

Désigné ci-après " le partenaire "

et

Pôle emploi, institution nationale publique dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, placée sous l'autorité du Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, régie par les articles L.5312-1 à L.5312-14 et R.5312-1 à R.5312-30 du code du travail dont le siège social est à 1, avenue du docteur Gley, 75987 PARIS CEDEX

Représenté par Anne BRUYAUX, en sa qualité de Directrice Pôle emploi, 59 rue de Brest 29800 Landerneau

Désignée ci-après " Pôle emploi ".

- *Vu la loi 2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi ;*
- *Vu les délibérations du conseil d'administration de Pôle emploi du 19 décembre 2008 relatif à la création de Pôle emploi*
- *Vu le code du travail, notamment les articles L. 5321-1, L. 5321-2, L. 5321-3, L. 5311-1, L. 5311-2, L. 5311-3, L. 5311-4, L. 5311-5, L. 5311-6 et R. 5311-1, R. 5311-2, L. 5313-1, R. 5313-1, R. 5313-2, R. 5313-4, L. 5323-1 à L. 5323-3, R. 5323-1, R. 5323-2 et 5332-5 du code de travail ;*
- *Vu la convention tripartite du 20 décembre 2019 entre l'Etat, l'Unédic et Pôle emploi pour la période 2019-2022 ;*

Il est convenu ce qui suit :

## Préambule :

Depuis 2021, la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas (CAPLD) met à disposition des demandeurs d'emploi orientés par Pôle Emploi, l'accès à une flotte de vélos à assistance électrique dont l'usage est conditionné à toute action qui concourt au retour à l'emploi. A l'issue du bilan réalisé après 2 années d'expérimentation, le partenariat mis en place et le service de location longue durée de Vélos à Assistance Electrique répondent à un besoin du territoire. Aussi une nouvelle convention partenariale est proposée.

## ARTICLE 1 : L'OBJET DE LA CONVENTION

Il est convenu entre la CAPLD et Pôle emploi une relation partenariale visant à mettre en relation les demandeurs d'emploi avec les prestataires identifiés par la CAPLD pour l'utilisation d'un vélo à assistance électrique dans une situation d'une action concourant au retour à l'emploi.

Le diagnostic partagé entre tous les acteurs de l'emploi du territoire fait état d'un manque de solutions de mobilité comme frein identifié pour un retour à l'emploi.

En parallèle, le partenaire déploie une nouvelle solution de mobilité sur son territoire et souhaite en faire bénéficier les demandeurs d'emploi. Ce qui l'identifie comme acteur de l'insertion professionnelle.

La présente convention définit les engagements réciproques des parties

## ARTICLE 2 : LE OU LES OBJECTIFS DU PARTENARIAT

L'objectif de ce partenariat est de rendre accessible la flotte de vélos à assistance électrique aux demandeurs d'emploi du territoire qui mettent en œuvre une action permettant un retour à l'emploi.

Dans le cadre des entretiens menés avec les demandeurs d'emploi en situation de retour à l'emploi, les conseillers Pôle emploi informeront ces derniers de la mise à disposition de véhicule deux-roues pour résoudre leur problème de mobilité. Pour les besoins de son action, Pôle Emploi bénéficiera d'un accès aux relevés de l'état de la flotte disponible.

La flotte mise à disposition par la CAPLD représente 5 vélos à assistance électrique et fait l'objet d'une gestion par voie de marché public par la société France Vélo Connecté (KOOBOO), en co-traitance avec les établissements LE GALL et COROLLER.

## ARTICLE 3 : LES PUBLICS CONCERNES PAR LA CONVENTION

Les publics concernés sont :

- Les demandeurs d'emploi qui n'ont ni permis de conduire ni moyen de locomotion immédiatement disponible.
- Les demandeurs d'emploi qui engagent des actions concourant au retour à l'emploi : reprise d'emploi, immersion professionnelle, stage, formation, contrat d'insertion.
- Les demandeurs d'emploi qui résident sur le territoire de la CCPLD

## ARTICLE 4 : LES ENGAGEMENTS DE POLE EMPLOI ET DU PARTENAIRE

### 4.1 : Les actions à mettre en œuvre par la CCPLD

- Mise à disposition d'une flotte de 5 vélos à assistance électrique dont elle a la propriété,

- Assurer le suivi de qualité et de bon fonctionnement du service, en service KOBOO,
- Prise en charge de la maintenance technique préventive annuelle

#### 4.2 : Les actions à mettre en œuvre par Pôle emploi

- Informer les demandeurs d'emploi sur cette solution de mobilité et le coût associé,

Durée	Tarif
1 mois	33 euros
2 mois	66 euros
3 mois	77 euros
4 mois	88 euros
5 mois	102 euros
6 mois	117 euros
7 mois	134 euros
8 mois	145 euros
9 mois	160 euros
10 mois	171 euros
11 mois	182 euros
12 mois	193 euros

- Consulter le prestataire pour s'assurer de la disponibilité du véhicule en cas d'intérêt exprimé par le demandeur d'emploi,
- En cas d'avis favorable du demandeur d'emploi, orienter vers les prestataires.

---

### ARTICLE 5 : DEONTOLOGIE ET COMMUNICATION

---

#### 5.1 : Déontologie

Pôle emploi et le partenaire s'engagent à respecter les valeurs et principes d'action liés au Service Public, et notamment, les principes de neutralité et de continuité.

#### 5.2 : Communication

Pôle emploi et le partenaire s'engagent à s'informer mutuellement avant de communiquer à l'externe au sujet des actions de la présente convention.

Pôle emploi et le partenaire s'engagent aussi à informer à l'interne de leur propre structure du contenu de la présente convention.

---

### ARTICLE 6 : SUIVI ET EVALUATION DE LA CONVENTION

---

Un point sera organisé tous les semestres entre Pôle emploi, la CAPLD et le prestataire de service KOBOO pour ajuster si besoin le processus de communication et d'orientation.

Le partenariat fera l'objet d'une évaluation annuelle afin d'évaluer l'atteinte des objectifs et d'établir un bilan des données issues du suivi de ce service. Une méthodologie d'évaluation sera à cet effet établie entre les deux partenaires.

---

### ARTICLE 7 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

---

Les parties peuvent traiter des données personnelles concernant les agents et autres préposés de l'autre partie, pour les seuls besoins de l'exécution et du suivi de la convention et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution, ce sous leur responsabilité et dans le respect du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Chaque partie informe les personnes concernées de la transmission des données à l'autre partie et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment le droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par Pôle emploi, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données de Pôle emploi, par courriel à [courriers-cnil@pole-emploi.fr](mailto:courriers-cnil@pole-emploi.fr) ou par courrier à l'adresse suivante : Pôle emploi, délégué à la protection des données, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20.

Pour les traitements mis en œuvre par le partenaire, ces droits s'exercent auprès du prestataire de service KOOB :

France Vélo Connecté

74, avenue Edouard Michelin

63100 CLERMONT-FERRAND

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, chaque partie s'engage à détruire les données personnelles et leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution et au suivi de la convention et à la gestion des éventuels contentieux. En l'absence de contentieux, cette destruction intervient au plus tard dans un délai de deux mois à compter de l'échéance de la convention.

---

#### ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION-RESILIATION

---

La présente convention est signée pour une période de 1 an et remplace de fait la convention d'expérimentation de juin 2021.

Elle prend effet à compter du 02/10/2023 et prendra fin, au plus tard, le 02/10/2024.

Le présent partenariat pourra être renouvelé sous l'effet d'un commun accord des parties.

Elle pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis de 1 mois avant échéance semestrielle.

Fait à.....

Le.....

Pôle emploi

Le Partenaire